



## Opinion | Régulation des Gafa : continuons le combat

Apple, Microsoft, Amazon, Alphabet et Facebook ont atteint un poids démesuré qui leur octroie des pouvoirs inédits sur la vie quotidienne du citoyen. Les réguler est une nécessité mais ne suffit pas, écrit Gabriel Lluch. Il faut donner aux acteurs européens les moyens de se battre à armes égales.



« La puissance des Gafa leur donne les moyens de désertifier des pans entiers de l'économie à leur seul profit. »  
(Koshiro K/Shutterstock)

Par **Gabriel Lluch** (directeur juridique concurrence et réglementation télécom d'Orange)

Publié le 6 avr. 2021 à 16:30 | Mis à jour le 6 avr. 2021 à 17:06

Peut mieux faire, doit mieux faire ! On ne peut certes que se féliciter de voir que

Bruxelles travaille à un **Digital Market Act** destiné à réguler les Gafa et à donner à l'Union européenne de nouvelles armes pour lutter contre leurs abus. La mesure est en effet urgente, vitale. Et se donner les moyens d'intégrer ces monstres économiques dans la compétition européenne est moins naïf que de céder à la tentation de certains de vouloir les démanteler, ce qui est simplement irréaliste.

En proposant de passer d'une approche a posteriori à une action en amont, en fixant des limites claires entre ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas, la Commission européenne fait oeuvre utile pour limiter les dégâts que peuvent provoquer les plateformes hyperpuissantes dans un monde de plus en plus numérique.

Il n'est que temps, car chacun sait le poids que pèsent les Gafa et donc les capacités de déstabilisation des marchés dont ils disposent. Portés par l'accroissement exponentiel des besoins digitaux, encore amplifié et accéléré par la crise sanitaire, ces acteurs ont atteint un poids démesuré qui leur octroie des pouvoirs inédits sur la vie quotidienne des citoyens, sur les marchés et sur les entreprises. Rappelons seulement que seul **Saudi Aramco** réussit à se glisser parmi les six plus grandes capitalisations mondiales aux côtés d'Apple, Microsoft, Amazon, Alphabet et Facebook.

## Combat déséquilibré

Cette puissance peut engendrer de multiples dommages. Elle donne aux Gafa les moyens de désertifier des pans entiers de l'économie à leur seul profit, via le rachat de concurrents qui peuvent ou d'innovations qu'ils pourront à leur choix s'approprier ou étouffer dans l'oeuf. Infliger des sanctions record comme **celles de près de 8 milliards d'euros infligées à Google** ne représente guère plus qu'une piqûre d'insecte pour des groupes dont la capitalisation boursière réunie est près de mille fois supérieure.

---

### Opinion | Régulation des Gafa : la grande confusion

---

Le constat est d'autant plus choquant que le combat est fondamentalement déséquilibré avec les autres acteurs économiques. Pour les entreprises européennes,

les exemples abondent d'opérations de consolidation dans des secteurs stratégiques bloqués par les règles de concurrence très contraignantes auxquelles ne sont pas soumis des acteurs extraterritoriaux ou qui ne déclarent quasiment aucun chiffre d'affaires en Europe. Quand les uns peuvent avoir la liberté totale du renard dans le poulailler, les autres sont enserrés dans des carcans devenus obsolètes.

## **D'autres critères**

Aujourd'hui encore, l'environnement de la concurrence obéit pour les acteurs traditionnels à des règles anciennes, qui remontent à la création de l'Union européenne. Centrée sur la nécessité d'assurer aux consommateurs les prix les plus bas possible, cette vision historique n'est plus adaptée aux nouvelles réalités. Que signifie l'enjeu de « payer moins cher » quand des acteurs surpuissants proposent des services gratuits ? N'est-il pas temps de faire entrer dans la logique générale d'autres critères que le seul prix, par exemple, l'investissement, l'empreinte environnementale, la nécessité de maintenir un tissu industriel ou les enjeux de souveraineté ?

Alors, oui, mettre un frein à l'impuissance de certaines de nos règles face aux Gafa est une urgence, un impératif. Mais, si l'on voit plus loin, ce n'est qu'un passage obligé, qu'une étape, pas une fin en soi. Si on ne donne pas parallèlement aux autres acteurs les moyens de se battre à armes égales, si l'on ne lève pas les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur les initiatives industrielles, sur les coopérations en Europe, on va continuer à compter les morts.

Par nature, le droit de la concurrence doit être un droit du réel, souple, plastique, rapide. Les actions pour limiter les dérives des Gafa ne sont pas le remède à tout, mais constituent une occasion à ne pas manquer : celle de nous inciter à réfléchir collectivement à la mise en place d'un nouvel ADN du droit de la concurrence globalement adapté au monde nouveau. Et de le faire vite : plus tard, ce sera trop tard.

**Gabriel Lluch** est directeur juridique concurrence et réglementation télécoms d'Orange et membre du Cercle Montesquieu.

Il faut donner aux acteurs européens les moyens de se battre à armes égales.

**Gabriel Lluch**